

Sauvons le plan vélo ! L'arrêt du plan vélo : un message négatif pour toute l'économie du vélo en France

Le gouvernement stoppe le financement des politiques vélo par l'Etat. Précisément, ce sont le gel du soutien financier de l'Etat aux aménagements cyclables des collectivités en 2024-2025 via le Fond de Mobilités Actives et la fin des aides à l'acquisition de vélos dès janvier 2025 qui ont été annoncés.

La filière France Vélo indique sa profonde inquiétude et demande au gouvernement de maintenir ses engagements du Plan vélo et marche 2023-2027.

La suppression des financements des collectivités territoriales en 2025 ainsi que des aides à l'acquisition de vélos seront lourdes de conséquences pour l'ensemble de la filière économique du vélo.

Dans une lettre ouverte adressée au Gouvernement 500 élus locaux et 350 collectivités soulignent à quel point cette décision provoque « une rupture de confiance ». C'est une marche arrière grave du Gouvernement qui remet en cause l'atteinte des objectifs du plan Vélo. L'appui de l'Etat est pourtant déterminant pour la réalisation des aménagements cyclables des collectivités locales, tant pour le soutien financier que pour légitimer la politique cyclable auprès des citoyens. Pour beaucoup de collectivités, c'est l'arrêt de leurs projets vélos, ou la revoyure à la baisse de leurs aménagements cyclables. La dynamique est cassée. Si des efforts doivent être menés dans le contexte actuel, **le plan vélo ne peut pas être réduit à zéro.**

Alors que six ministres ont signé **fin juin 2024 le Contrat de la filière vélo**, qui vise à reconnaître et développer l'économie du vélo en France en portant des projets majeurs, le message porté par cet arrêt du Plan vélo a déjà des **conséquences pour les entreprises de l'écosystème vélo.**

Derrière les projets d'aménagements cyclables non financés, ce sont aussi de nombreux emplois en collectivités non-délocalisables, en bureaux d'études, dans les entreprises de travaux publics qui sont fragilisés. Sans subvention de leurs aménagements cyclables, des collectivités locales mettent fin à leurs projets de vélo en libre-service de stationnements vélos sécurisés, et les usines d'assemblage de vélos subissent déjà des annulations de commandes. Des projets de développement touristiques vont être freinés.

Un secteur économique d'avenir

L'économie du vélo représente aujourd'hui **50 000 emplois** en France. Secteur d'avenir, elle porte l'emploi local et incarne les enjeux de la transition écologique. Le tourisme à vélo est par exemple un tourisme durable à forte valeur ajoutée : les touristes à vélo, qui viennent pour 20% de l'étranger, dépensent localement 20% de plus par jour que les autres touristes. Bon pour l'économie, le vélo est aussi vertueux en matière de santé publique : 1 km en vélo, c'est un euro d'économisé en frais de santé.

« La filière économique du vélo avait le vent dans le dos. L'arrêt du plan vélo le transforme en vent de face. »

François Lucas, président du Cluster CyGO Cycle Grand Ouest

L'aide à l'achat est un signal fort de soutien de l'État, en particulier pour le vélo-cargo. Elle valorise les nombreuses externalités positives de l'usage du vélo-cargo (GES, polluants de l'air, pollution sonore, congestion, sécurité routière). Pour un vélo-cargo dont le prix moyen dépasse 5 000 €, le bonus de l'Etat agit comme facteur déclencheur d'achat. Ainsi, le nombre de bonus vélo-cargo a été multiplié par 4 entre 2022 et 2023, démontrant le succès de la mesure et le développement important de l'usage du vélo-cargo. Aujourd'hui, l'industrie française du vélo-cargo, dynamique et innovante, fournit plus d'un quart des véhicules vendus en France. L'aide à l'achat alimente directement le développement de cette filière industrielle d'excellence.

« L'aide à l'achat permet une uniformité d'aide qui lisse l'hétérogénéité des aides locales. C'est un facteur d'égalité pour les usagers des territoires. L'aide à l'investissement est un levier indispensable à l'accompagnement du report modal des entreprises. »

Caroline Faucon, présidente des Boîtes à Vélo France.

Grégory de Radigues, Président de l'UNION sport & cycle, rappelle que *« l'industrie est déjà en difficulté avec un recul de 24% par rapport à 2022 et des ventes de vélos en recul de 16%. Alors que toutes les voitures électriques bénéficient d'un soutien significatif, les cycles à pédalage assisté ne peuvent être mis de côté. En 2017, le premier*

bonus écologique (sans condition de revenus) avait convaincu les Français et fait doubler les ventes. Et même avec des conditions de revenus limitatives instaurées depuis, le bonus de l'Etat aide encore 10% des achats de VAE. Plus grave, l'arrêt du bonus de l'Etat sera un très mauvais signal pour les collectivités qui pourraient abandonner à leur tour leur dispositif d'aide. »

Si on veut plus de vélos, il faut plus de pistes cyclables

De manière unanime, les usagers, les territoires et les entreprises du vélo affirment que pour développer les usages du vélo, la première action et la plus efficace, c'est de construire plus de pistes cyclables de qualité, sécurisées et continues

« Les impacts de cette coupe budgétaire dans le Plan vélo vont bien au-delà des économies modestes ainsi réalisées : la sécurité des cyclistes, la lutte contre le réchauffement climatique et l'efficacité des investissements pour les mobilités actives sont sacrifiées ! »

Sonia Boury Bouabdela – Co présidente de la FUB

Une décision à contresens de l'Europe

Alors que les Pays Bas maintiennent leur plan vélo depuis maintenant 50 ans, avec des résultats probants, la France s'appête à mettre un terme au sien sept ans seulement après son lancement. Pourtant l'Europe s'est engagée récemment fortement en faveur du vélo.

« Le 3 avril dernier, pour la première fois, l'Europe a reconnu le vélo comme un élément essentiel de sa stratégie de mobilité, comme un mode de déplacement à part entière. La France doit aujourd'hui décliner cette stratégie en actes. Alors pourquoi en France arrêtons-nous le plan vélo ? Nous devons continuer à sécuriser l'usage du vélo, car le vélo c'est bon pour la santé, la planète, la convivialité, le porte-monnaie, mais c'est aussi une vraie économie pourvoyeuse d'emplois. »

Patrick Guinard, président de la Filière France Vélo

La filière demande des signaux forts du gouvernement en faveur des mobilités actives et s'associe totalement aux démarches portées par l'Alliance pour le vélo, notamment les communiqué de presse de la FUB ou la [lettre ouverte du Club des Villes et territoires cyclables et marchables](#) et de [Vélo & territoires](#).

Plus de vélos, c'est plus de pistes cyclables. Une politique cyclable nationale ambitieuse est nécessaire au développement de l'économie du vélo.

Sauvons le plan vélo !

*La filière vélo rassemble les représentants de l'économie du vélo en France afin de porter **une vision commune** et des actions au service du développement de ses différents segments d'activités dans tous les territoires.*

Elle compte 15 membres. <https://filierevelo.com>



Contact presse :

Florence Gall 0670856065 florence.gall@apic-asso.com